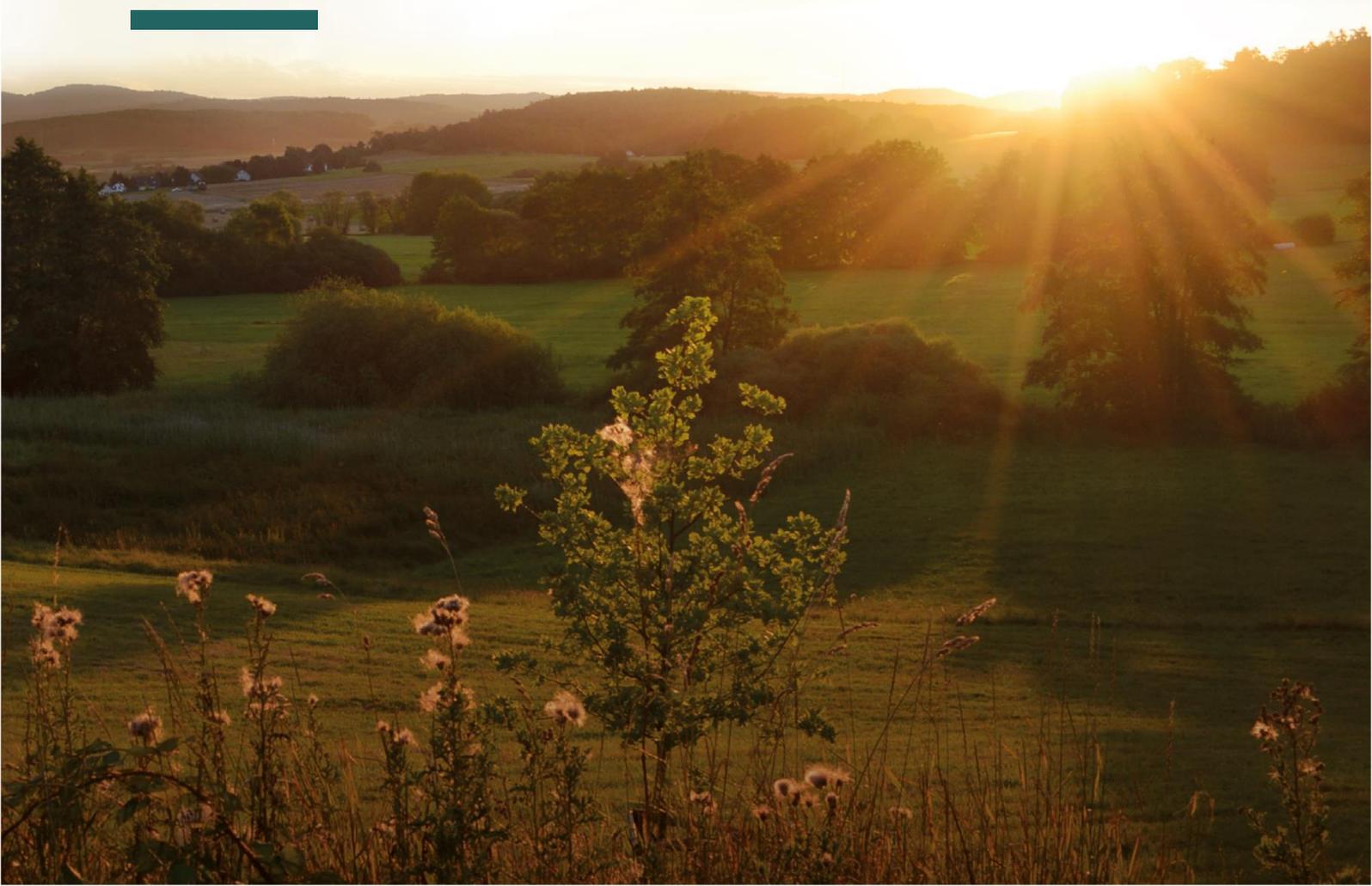


**Pour
une autre
PAC** 
Un nouveau pacte agricole et alimentaire européen

Rapport d'activité

2018



Sommaire

Rapports moral et financier	3
Rapport moral du Président	3
Rapport financier	4 5
Enjeu 2018 : déployer toute la palette d'activités de la plateforme	6
Mise en service de la nouvelle gouvernance	6
Lancement des négociations pour la réforme de la PAC	7
Création d'un axe « sensibilisation et mobilisation »	8
Bilan des actions réalisées	9
Fonctionnement de la plateforme	9
Définition de positions communes et portage politique	9
Collaboration avec nos partenaires européens	11
Communication et sensibilisation	12
Good Food Good Farming	13
Séminaire sur la mise en place de paiements pour services environnementaux dans la prochaine PAC	15



Rapports moral et financier

Rapport moral du Président

Quentin Delachapelle, paysan en grandes cultures dans la Marne, a été élu Président de *Pour une autre PAC* lors de l'Assemblée générale du 13 mars 2018. À partir de décembre, il a été secondé dans sa fonction de porte-parolat par Jacques Morineau, polyculteur-éleveur en Vendée, lui aussi issu du Réseau CIVAM. Ils dressent le bilan du travail mené par *Pour une autre PAC* au cours de l'année 2018.

L'année 2018 a permis d'asseoir notre collectif au sein du paysage des acteurs influents sur la réforme de la PAC. La refonte du logo, du site internet et notre implantation sur les réseaux sociaux ont permis de développer notre visibilité auprès du grand public. Le travail sur notre livrable « Osons une vraie réforme de la PAC ! » et sa présentation à l'Assemblée nationale devant les principaux acteurs français impliqués dans les négociations, ainsi que le séminaire au Sénat sur la mise en place des paiements pour services environnementaux ont démontré auprès des responsables politiques notre capacité à construire collectivement des propositions réalistes et ambitieuses.

“Nous avons démontré auprès des responsables politiques notre capacité à construire collectivement des propositions ambitieuses et réalistes.”

Cette reconnaissance se traduit également par une augmentation importante de nos ressources financières, qui a notamment permis le recrutement de notre Chargé de mobilisation citoyenne, et une présence accrue auprès des institutions pour faire valoir nos positions. Saluons l'investissement de l'ensemble des membres de la plateforme qui ont permis de réaliser toutes ces actions et le fonctionnement des divers groupes de travail.

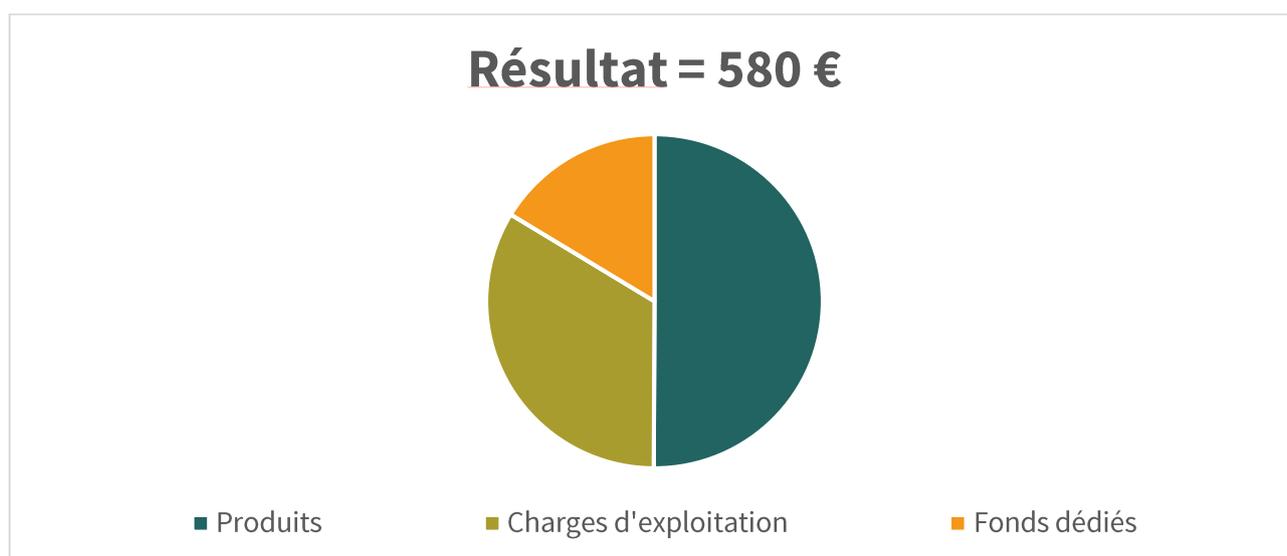
L'année 2019 devrait nous permettre de poursuivre sur cette voie avec un enjeu important sur la mobilisation citoyenne pour permettre d'instaurer un rapport de force indispensable pour pouvoir peser dans les négociations.



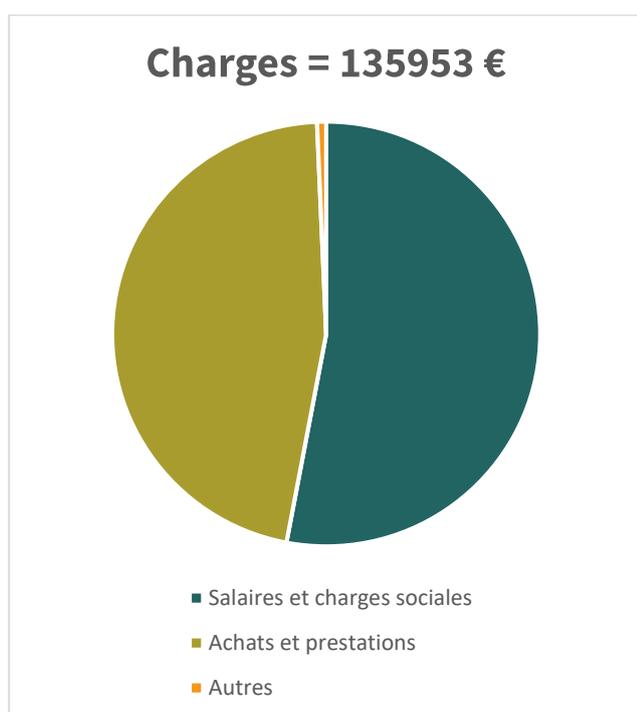
Quentin Delachapelle, président de *Pour une autre PAC*

Rapport financier

2018 a été pour *Pour une autre PAC* la première année complète d'autonomie financière. Son budget a été de 233 635€, pour un résultat net comptable de 580€. Depuis octobre, le collectif a pour la première fois deux ETP à son actif. Les subventions provenant de fondations représentent la très grande majorité des produits de l'association.

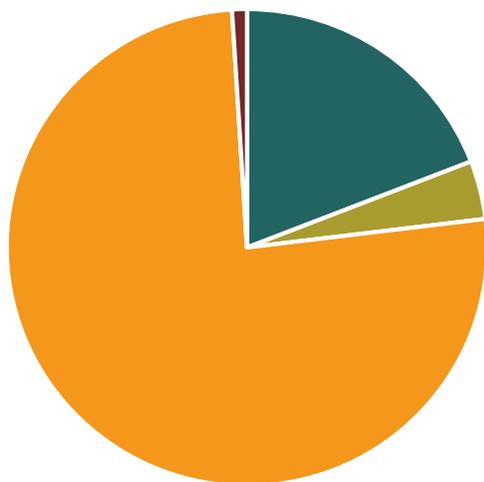


Pour une autre PAC a bloqué 65 909€ sur son bilan comptable 2018 pour des fonds dédiés. Ces fonds dédiés correspondent à des subventions reçues en 2018, mais engagées en dépenses uniquement au premier semestre 2019.



En moyenne, *Pour une autre PAC* a employé 1,25 ETP sur l'année 2018 : 1 ETP toute l'année et un deuxième embauché à partir d'octobre. Les ressources humaines de l'association englobent reposent aussi sur le bénévolat (mise à disposition gratuite de salariés, administrateurs ou bénévoles par les organisations membres), ainsi que l'indemnisation ou la rémunération d'une partie des structures membres (selon les règles en vigueur depuis le 13 mars 2018 adoptées par l'AG). *Pour une autre PAC* a ainsi consacré 72 000€ de son budget aux salaires et aux charges sociales qui y sont liées.

Produits et bénévolat = 249901€



■ Bénévolat ■ Cotisations
■ Subvention de fondations ■ Mécénat

Le bénévolat fourni par les membres de l'association se chiffre à 47 777€. Le travail des bénévoles est valorisé à 35 930€ brut / an (+35% de cotisations sociales), équivalant aux salaires constatés pour des métiers similaires dans le secteur d'activité. Cela a représenté 1906 heures de bénévolat en 2018.

Les organisations membres de *Pour une autre PAC* ont pour la première fois versé une cotisation à l'association. 9900€ ont ainsi été récoltés au titre de l'année 2018.

Le financement de la structure serait toutefois impossible en l'absence de bailleurs. *Pour une autre PAC* a bénéficié d'un don d'un mécène et de subventions de cinq fondations. Le premier financeur de *Pour une autre PAC* est la Fondation Daniel et Nina Carasso.

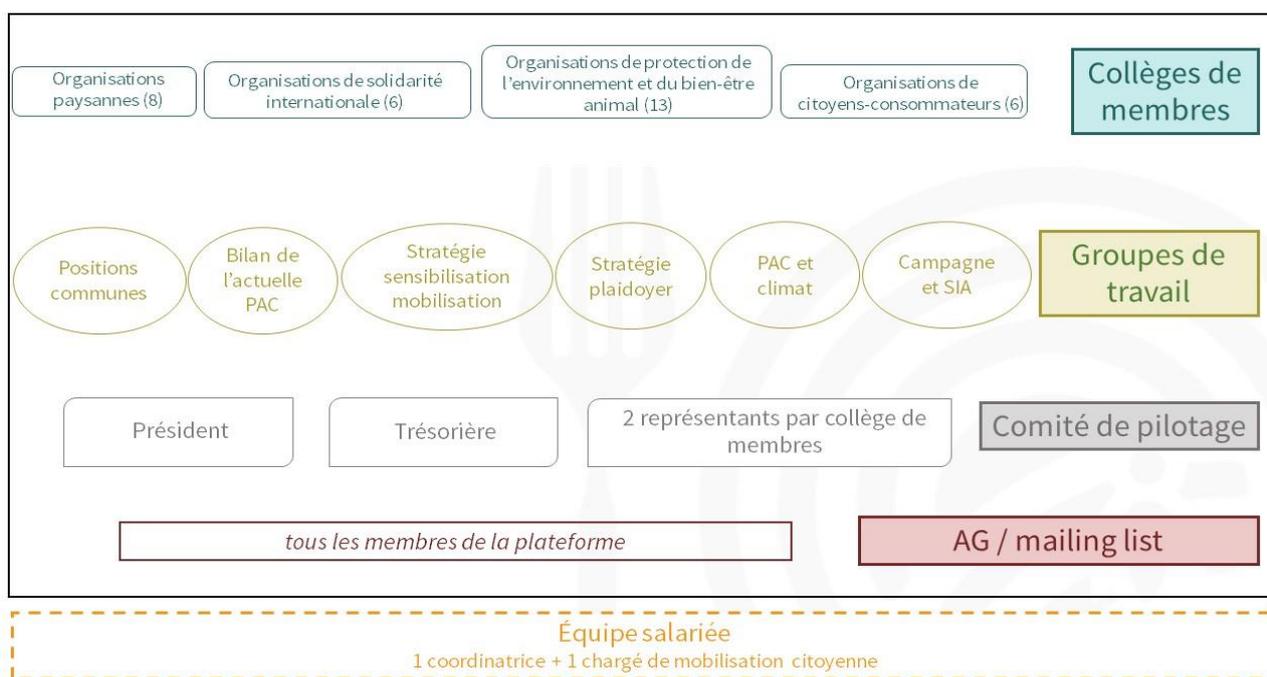
Sur l'année 2018, *Pour une autre PAC* a bénéficié du soutien financier des bailleurs suivants :



Enjeu 2018 : déployer toute la palette d'activités de la plateforme

Mise en service de la nouvelle gouvernance

La gouvernance de la plateforme avait fait l'objet d'une importante refonte en 2017. Ce nouveau mode de fonctionnement interne a fait ses preuves en 2018 et a su accompagner le redéploiement des activités de *Pour une autre PAC*.



Le rythme de réunion prévu pour chacun des organes a été respecté grâce à l'engagement des organisations membres. Le comité de pilotage se réunit une fois tous les deux mois. Grâce au système de représentation équilibrée entre les différents collèges de membres, le comité de pilotage a gagné la confiance des organisations membres. En particulier, le président et la trésorière, administrateurs élus de *Pour une autre PAC*, ont joui d'une grande légitimité lorsqu'ils remplissent leur fonction de porte-parolat ou de représentation externe.

L'AG se réunit quant à elle trois fois dans l'année, une fois pour une AG statutaire et les deux autres fois pour les réunions plénières stratégiques. Le pendant électronique de l'AG, à savoir la *mailing list*, constitue le lieu central d'échange d'informations et de vie de la plateforme en dehors des réunions. La totalité des personnes inscrites sur la *mailing list* bénéficient de l'accès aux documents internes de *Pour une autre PAC*.

Les groupes de travail bénéficient pour leur part d'un calendrier de travail plus flexible : de deux réunions par mois à une tous les deux mois. Au cours de l'année 2018, trois groupes de travail ont été créés et trois clôturés, une fois leur tâche exécutée. Des organisations membres de la plateforme ont assuré, partiellement ou en totalité, l'animation de groupes de travail : Terre et Humanisme pour le groupe de travail « stratégie sensibilisation mobilisation », le Réseau Action Climat pour le GT « climat » et SOL pour celui « campagne et SIA ».

Lancement des négociations pour la réforme de la PAC

C'est respectivement en mai et juin 2018 que la Commission européenne a publié ses propositions législatives pour le prochain cadre financier pluriannuel et la future PAC, donnant ainsi le coup d'envoi officiel des négociations pour la réforme de la PAC. Depuis lors, le sujet est pleinement à l'agenda, tant au niveau européen qu'au niveau français.

Les deux colégislateurs européens, à savoir le Conseil des ministres de l'agriculture et le Parlement européen, se sont chacun saisi du dossier et ont avancé dans leurs prises de position respectives. Le nombre de réunions, au niveau technique comme politique, s'est démultiplié au Conseil, tandis que les commissions en charge de l'agriculture et de l'environnement du Parlement européen ont nommé leur rapporteur et avancé sur leurs projets d'avis. En parallèle, les États membres ont mis en place leurs équipes internes de préparation de leur futur plan stratégiques national sur la PAC, ainsi que les processus de consultation des parties prenantes.

Toutefois, en fin d'année 2018, il apparaissait comme très probable qu'il n'y ait pas d'accord au niveau européen sur la réforme de la PAC avant les élections européennes de mai 2019. La date de mise en œuvre de la PAC réformée qui circulait alors était 2023. En résumé, l'agenda politique fait entrer le projet de *Pour une autre PAC* dans le vif du sujet, tout en actant la nécessité de le prolonger sur plusieurs années encore.



Rendre l'agriculture biologique accessible à tous

Soutenir les productions en faveur d'une alimentation saine et de qualité



Accompagner l'installation de tous les projets paysans

Mettre fin aux importations et exportations qui nuisent aux paysans dans les pays du Sud comme du Nord

Images développées par Pour une autre PAC, à destination des réseaux sociaux, dans le cadre des négociations sur la réforme de la PAC

Création d'un axe « sensibilisation et mobilisation »

Acté lors de la relance de la plateforme *Pour une autre PAC* en 2017, la création d'un axe d'activités « sensibilisation et mobilisation citoyennes » a été transcrite dans le programme d'actions 2018. Cela s'est traduit par la mise en place d'outils de communication basiques mais cependant indispensables à tout projet futur de plus grande ampleur dans ce domaine : création d'une identité visuelle, développement de supports de présentation, mise en ligne d'un nouveau site internet, création d'une page Facebook, animation d'un compte Twitter.

En parallèle, *Pour une autre PAC* a répondu à un nombre croissant de sollicitations pour participer à des débats ou tables-rondes, ainsi que pour faire des interventions ou des formations sur la réforme de la PAC. Ces expressions publiques sont autant de moyens d'informer les auditeurs sur l'existence de la PAC, ses liens avec divers aspects de leur vie quotidienne, son évolution, l'inadéquation entre ses actuels moyens d'intervention et les défis du XXI^e siècle, l'importance de maintenir une politique agricole commune au niveau européen, la présente opportunité de la réformer, etc. La participation à ce genre d'événements augmente aussi la reconnaissance et la visibilité de *Pour une autre PAC*, tant pour son expertise que pour sa capacité à fédérer plus de trente organisations connues autour de projets communs.

Enfin, *Pour une autre PAC* a lancé ses deux premiers vrais projets de sensibilisation et mobilisation citoyennes : l'organisation des Journées européennes d'action Good Food Good Farming en France et le lancement d'une campagne à destination du grand public. Si cette campagne ne verra publiquement le jour qu'en 2019, elle a été conçue dès septembre 2018. Son objectif est de valoriser les rôles rendus à la société par les paysans engagés en agroécologie et donc de manière sous-jacente, de faire passer l'idée que ces paysans-là sont malheureusement moins soutenus par la PAC que ceux en modèle agro-industriel. Pour toucher le grand public, *Pour une autre PAC* a misé sur les outils numériques : vidéos, réseaux sociaux, etc.

En résumé, grâce au travail accompli en 2018, les bases sont posées et les premières expériences passées, pour que *Pour une autre PAC* puisse faire monter en puissance ses actions de sensibilisation et mobilisation citoyennes au cours des prochaines années. Le nombre de bénéficiaires de ce type d'actions, s'il n'est pas encore très élevé, a vocation à augmenter significativement à partir de 2019. Il est à noter que depuis octobre 2018, un deuxième salarié à temps plein a été recruté pour s'occuper précisément du développement de ces actions. *Pour une autre PAC* a l'espoir de pérenniser ce poste.

L'année 2018 en bref :

- Une centaine de personnes issues de 33 organisations membres impliquées dans *Pour une autre PAC*
- Une nouvelle identité visuelle, un nouveau site internet, des réseaux sociaux actifs
- La publication de notre vision pour la réforme de la PAC en version longue et en version « 12 priorités »
- L'intégration du cercle des parties prenantes consultées par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

Bilan des actions réalisées

Fonctionnement de la plateforme

- 3 Assemblée générale
- 6 comités de pilotage
- Une vingtaine de réunions de groupes de travail :
 - GT « positions communes »
 - GT « stratégie plaidoyer »
 - GT « bilan de l'actuelle PAC »
 - GT « stratégie sensibilisation mobilisation »
 - GT « campagne et SIA »
 - GT « climat »
- 5 demandes d'adhésion, dont 4 acceptées (Les Amis de la Terre, Welfarm, Afac-Agroforesteries, RESOLIS) et 1 rejetée
- 1 nouveau salarié à temps plein depuis le 1^{er} octobre
- mise en place d'indemnisation des frais de transport et/ou d'une rémunération du temps de travail pour les organisations membres les plus impliquées



*Assemblée générale
statutaire du 13 mars 2018 au
siège social de l'association*

Définition de positions communes et portage politique

- Participation au cycle de consultation du printemps organisé par le gouvernement français au printemps sur la position de la France dans les négociations européennes sur la réforme de la PAC
- Organisation d'un cycle de quatre réunions techniques avec le Ministère de la transition écologique et solidaire

- Participation à la réunion de consultation du Comité des Régions sur la réforme de la PAC
- Des entretiens avec des conseillers ou des chefs d'administration en charge de la réforme de la PAC
- Publication de nos [12 priorités pour la réforme de la PAC post 2020](#)
- Publication de [Osons une vraie réforme de la PAC : vers une politique agricole et alimentaire commune](#), incluant notre vision du système agro-alimentaire souhaité, nos propositions pour une Politique Agricole et Alimentaire Commune (PAAC) à horizon 2030, nos propositions pour la réforme de la PAC post 2020 et notre bilan de l'actuelle PAC



Un nouveau pacte agricole et alimentaire européen



→ Osons une vraie réforme de la PAC, pour le bénéfice de tous·tes les citoyen·ne·s européen·ne·s !

Forte de son budget annuel de plus de 50 milliards €,

la Politique Agricole Commune (PAC) de l'Union européenne (UE) structure le système agro-alimentaire européen. Aujourd'hui, une majorité de son budget est dépensée au profit de l'agriculture intensive et de pratiques qui nuisent au développement durable des territoires ruraux, à la santé et à l'environnement, privant ainsi les citoyen·ne·s européen·ne·s d'une utilisation judicieuse de l'argent public. À partir de 2021, une nouvelle PAC doit entrer en vigueur. Les négociations pour en définir les contours ont déjà commencé. Ce processus constitue une véritable opportunité pour la rendre plus juste, plus durable et plus cohérente.

en-ne·s européen·ne·s d'une utilisation judicieuse de l'argent public. À partir de 2021, une nouvelle PAC doit entrer en vigueur. Les négociations pour en définir les contours ont déjà commencé. Ce processus constitue une véritable opportunité pour la rendre plus juste, plus durable et plus cohérente.

La future politique agricole et alimentaire commune (PAAC)

que la plateforme *Pour une autre PAC* défend permettra à tous·tes les paysan·ne·s volontaires de l'UE d'entrer dans la transition agroécologique des modèles agricoles et alimentaires européens. À horizon 2030, une refonte de la PAC plus ambitieuse achèvera alors de réorienter le système agro-alimentaire de l'UE vers une prise en compte totale des enjeux de revenu agricole, d'alimentation, de santé, de dynamisation des campagnes, d'environnement, de bien-être animal, comme des principes de solidarité et de démocratie.



OSONS UNE VRAIE RÉFORME DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE !

>>> VERS UNE POLITIQUE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE COMMUNE



- Participation à une réunion collective du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation portant sur une présentation de la proposition législative de la Commission européenne pour la réforme de la PAC
- Audition du groupe socialiste au Sénat pour un projet d'avis sur les paiements pour services environnementaux
- Appui d'eurodéputés français sur la consolidation d'amendements sur le projet de règlement « plan stratégique »
- Participation au cycle de concertation de l'automne organisée par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation sur la position de la France dans les négociations européennes pour la réforme de la PAC
- Dépôt d'amendements sur le projet de position de la France sur la réforme de la PAC

- Organisation d'une réunion de présentation de nos propositions pour la réforme de la PAC à l'Assemblée nationale en co-parrainage avec le député LREM Alexandre Freschi et le député GDR André Chassaigne, tous deux co-rapporteurs de l'avis de l'Assemblée nationale sur la PAC post 2020. La réunion a réuni toutes les parties prenantes impliquées dans la réforme de la PAC en France (élus, ministères, représentants agricoles, etc.).



Séminaire de présentation de nos propositions du 21 septembre à l'Assemblée nationale

Collaboration avec nos partenaires européens

- Invitation par la plateforme allemande de mobilisation citoyenne *Meine Landwirtschaft* à tenir un discours lors de la manifestation annuelle « Wir haben es satt » en janvier à Berlin devant plusieurs dizaines de milliers de personnes



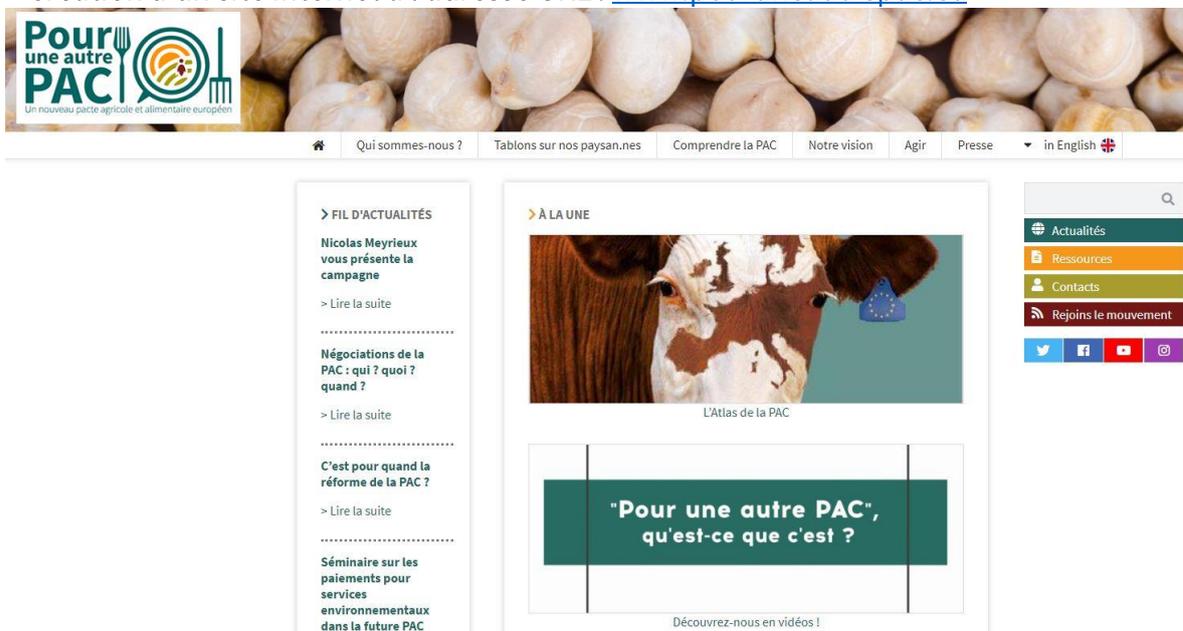
Berlin le 20 janvier 2018
Crédits photo :
Wir haben es satt !

- Deux déclarations communes avec la plateforme homologue de plaidoyer *Verbändeplattform* en Allemagne
- Implication dans le processus de définition d'une *Common Food Policy* mené à échelle européenne par IPES-Food

- Appui à la constitution de plateformes homologues en Espagne et en Pologne
- Participation et interventions dans plusieurs séminaires sur la gouvernance et l'environnement dans la future PAC organisés par l'Institute for European Environmental Policy
- Invitation de notre partenaire allemand AbL à participer à une table-ronde aux côtés de la présidente des ministres de l'agriculture des *Länder*
- Membre du comité de pilotage du projet européen portant sur l'Atlas de la PAC
- Membre du comité de pilotage de Good Food Good Farming (voir ci-dessous)

Communication et sensibilisation

- Création d'une identité visuelle, adoption d'un nouveau logo et développement d'une plaquette de présentation
- Définition de notre stratégie de sensibilisation et de mobilisation
- Création d'un site internet à l'adresse URL : www.pouruneautrepac.eu



- Animation du compte @pouruneautrepac sur Twitter, qui comptait 1121 abonnés au 31 décembre 2018
- Création et animation de la page /PlateformePourUneAutrePAC sur Facebook
- Formations dispensées pour Sciences Po Paris, le Réseau AMAP Île-de-France / Amis de la Conf / Terre de Liens Île-de-France, le Centre universitaire d'enseignement du journalisme de Strasbourg, ou encore AgroParisTech
- Une dizaine d'interventions dans des conférences, débats ou tables-rondes
- Une [tribune](#) publiée par Libération et co-signée par la totalité des organisations membres
- Six communiqués de presse signés par la plateforme :
 - Déclaration commune avec nos homologues allemands en avril
 - Réaction à la proposition législative de la Commission européenne sur le futur budget de la PAC en mai

- Réaction à la proposition législative de la Commission européenne sur la réforme de la PAC en juin
- Publication de nos douze priorités pour la réforme de la PAC post 2020 en juin
- Propositions communes avec nos homologues allemands en juillet
- Publication de notre vision pour la réforme de la PAC en septembre
- Rédaction d'articles pour ARC2020, *Bauernstimme* et deux revues de nos organisations membres (*Abeilles et Fleurs*, *La Baleine*)
 - [ARC 2020](#) (17 janvier, 25 janvier, 29 janvier, 9 avril, 17 avril)
 - [La Baleine](#) (septembre 2018)
 - [Bauernstimme](#) (septembre 2018)
- Une vingtaine de mentions ou interviews dans des media papier, web ou radio :
 - [Plein champ](#) (8 janvier 2018)
 - [Mr Mondialisation](#) (3 février 2018)
 - [La France Agricole](#) (16 avril 2018)
 - [L'Humanité](#) (17 avril 2018)
 - [Eurocliv](#) (29 mai 2018)
 - [La France Agricole](#) (18 juin 2018)
 - [AgraPresse Hebdo](#) (22 juin 2018)
 - AgraEurope — Allemagne (25 juin 2018)
 - [Le débat d'Europe Soir](#) — Europe 1 (27 juin 2018)
 - AgraFact — Europe (18 juillet 2018)
 - AgraEurope — Allemagne (18 juillet 2018)
 - [CLER infos](#) (août 2018)
 - [La France Agricole](#) (21 septembre 2018)
 - [Reporterre](#) (22 septembre 2018)
 - Agrafil (23 septembre 2018)
 - [Entraid'](#) (18 octobre 2018)
 - [Euractiv](#) (11 décembre 2018)
 - Agrapresse Hebdo (14 décembre 2018)
 - [Grand format sur la PAC](#) d'*Alternatives économiques* (20 décembre 2018)

Good Food Good Farming

- Participation à l'organisation des journées européennes d'action Good Food Good Farming 2018 au niveau européen
- Participation une Disco Soup devant le Conseil des ministres de l'agriculture le 19 novembre, dans le cadre des journées européennes d'action Good Food Good Farming
- Coordination des actions françaises pour les journées européennes d'action Good Food Good Farming 2018, les 28 et 29 octobre, par une co-organisation et un financement partiel de huit événements en France : visites de fermes, pique-nique paysan, stands de marchés, débats, conférences, pièce de théâtre, ateliers

Coordinateur	Ville	Type d'événement
LPO Vendée	L'aiguillon-sur-Mer (85)	Visite de réserve ornithologique, pique-nique paysan et visite de ferme
Welfarm	Strasbourg (67)	Opération photo devant le parlement européen
CIVAM Bio 53	Laval (53)	Stand d'information et dégustation de produits bio et locaux sur le marché
Réseau Ecologique Nature Haute Loire	Le Puy en velay (43)	Tractage sur le marché, projection débat, pièce de théâtre et goûter bio et local
FNE PACA	Villeneuve (04)	Visite de ferme + réalisation d'une vidéo sur l'organisation de visites de ferme
Les amis de la Terre	Dijon (21)	32 activités différentes à travers la ville sur tout le weekend
LPO Drôme	Les Volontoux (26)	2 visites de ferme et atelier de construction de nichoirs, dégustations de produits de la ferme
Alter/Echos	Vertolaye (63)	Soirée débat « les dessous de la bio low cost »

- 18 groupes locaux impliqués dans l'organisation de ces événements, chaque événement ayant été conçu par un partenariat entre au moins trois structures
- 1450 personnes touchées en physique



*Strasbourg le 28 octobre 2018
Action photo organisée par Welfarm
devant le Parlement européen, avec
la participation de France Nature
Environnement, Alsace Nature et le
Collectif plein air
Crédits photo : Julien Kam*

- Partenariat avec le festival AlimenTERRE : recherche d'intervenants pour une dizaine de projections-débats
- Plus de douze articles pour la couverture en presse locale et spécialisée

Séminaire sur la mise en place de paiements pour services environnementaux dans la prochaine PAC

- Séminaire coorganisé avec le sénateur Joël Labbé, visant la mise à l'agenda politique de la création de paiements pour services environnementaux dans la PAC post 2020
- Présentation des propositions de *Pour une autre PAC* sur ce sujet et affirmation de *Pour une autre PAC* comme acteur majeur de cette réflexion



Jacques Pasquier, représentant la Confédération paysanne au sein de Pour une autre PAC, présente les propositions de la plateforme sur les paiements pour services environnementaux

Palais du Luxembourg, le 7 décembre 2018

- Environ 130 participants (représentants de la profession agricole, étudiants, Agences de l'eau, ministères, élus locaux, députés, sénateurs, etc.)
- Obtention du parrainage du Ministère de la transition écologique et solidaire
- Tournage de courtes vidéos pédagogiques avec quelques-uns des intervenants en parallèle du séminaire, diffusée en janvier et février 2019
- 13 intervenants d'horizons variés

PROGRAMME

SÉMINAIRE
07 • 12 • 2018
DE 8 H 30 À 12 H 30

CO-ORGANISÉ PAR
Joël LABBÉ,
Sénateur du Morbihan
et la plateforme
"Pour une autre PAC"

Parrainé par
Le Ministère de la Transition
Écologique et Solidaire

**LA MISE EN PLACE
DE PAIEMENTS
POUR SERVICES
ENVIRONNEMENTAUX
DANS LA PAC**

LA MISE EN PLACE DE PAIEMENTS POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX DANS LA PAC

SÉMINAIRE

Animateur
Pascal Berthelot
Journaliste indépendant

08 h 30 ACCUEIL - CAFÉ

09 h 00 INTRODUCTION
Joël Labbé
SÉNATEUR DU MORBIHAN
**Ministère de l'Agriculture
et de l'Alimentation**

**09 h 30 Les PSE dans la PAC :
quelle légitimité
et quelles finalités ?**
Propositions de
Pour une autre PAC
Quentin Delachapelle
PAYSAN ET PRÉSIDENT DE
POUR UNE AUTRE PAC

Réactions et points de vue
Adrien Zakhartchouk
DG TRÉSOR, MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

Guillaume Cros
RAPPORTEUR DU COMITÉ
DES RÉGIONS SUR LA PAC

Olivier Jacquin
SÉNATEUR DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Sandrine Le Feur
DÉPUTÉE DU FINISTÈRE

Dominique Barjolle
CHEFFE DE LA DIVISION PAIEMENTS
DIRECTS ET AGROÉCOLOGIE
DU CANTON DE VALUD

Échanges avec la salle

10 h 45 PAUSE

**11 h 00 La mise en œuvre des PSE
dans la PAC : quels montants, quels
critères, quelle opérationnalité ?**
Propositions de
Pour une autre PAC
Xavier Poux
ASCA ET CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'IDDRI

Réactions et points de vue
Luc Servant
VICE-PRÉSIDENT DE L'APCA

Sophie Devienne
ENSEIGNANTE-CHERCHEUSE
À AGROPARISTECH

Sabine Bonnot
PRODUCTRICE EN AGRICULTURE
BIOLOGIQUE DANS LE GERS

Emmanuel Petel
DG ABRI, COMMISSION EUROPÉENNE

Échanges avec la salle

12 h 15 Clôture (jusqu'à 12h30)
Marc Dufumier
AGRO-ÉCONOMISTE
PRÉSIDENT DE COMMERCE
EQUITABLE FRANCE

Plateforme française inter-organisations réunissant des organisations paysannes,
des organisations de protection de l'environnement et du bien-être animal, des
organisations de solidarité internationale et des organisations de citoyens
consommateurs.

Palais du Luxembourg - Salle Médicis - 15 rue de Vaugirard - 75006 Paris

CONTACT 01 42 34 49 88

Inscription obligatoire > j.labb@senat.fr

Pour une autre PAC

est une plateforme française inter-organisations constituant un espace commun de réflexion et d'action, en vue de la refonte de la politique agricole commune.

ORGANISATIONS PAYSANNES



ORGANISATIONS DE CITOYEN·NE·S - CONSOMMATEUR·RICE·S



ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



ORGANISATIONS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU BIEN-ÊTRE ANIMAL



GREENPEACE



Contacts

🏠 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil - France
🌐 www.pouruneautrepac.eu - 📱 @pouruneautrepac
☎ +33 (0)1 80 89 99 51 - ✉ aurelie.catallo@pouruneautrepac.eu